

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

ACTE D'ENGAGEMENT

*MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCEDURE
FORMALISÉE*

*EN APPLICATION DE L'ARTICLE R2124-1 ET SUIVANTS
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE*

DAF_2022_001774

Maître de l'ouvrage/Acheteur

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Objet du marché

PARIS (75) - Hôtel National des Invalides - Maintenance préventive et corrective dans les domaines techniques des systèmes de sécurité incendie (S.S.I).

ARTICLE 1 - CONTRACTANT

(page à remplir uniquement en cas de contractant unique)

Je soussigné,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :

Agissant en mon nom personnel domicilié à :

.....

.....

.....

Téléphone :

Adresse e-mail :

OU

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....

.....

Au capital de :

Ayant son siège social à :

.....

.....

.....

Téléphone :

Adresse e-mail :

N° SIRET :

N° du code d'activité économique principale (APE) :

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **DAF DAF_2022_001774** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, je m'engage, sur la base de mon offre sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Mon offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation, ou à compter de la date de remise de la nouvelle offre en cas de négociation.

Nous soussigné(e)s,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....
.....

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....
.....

Au capital de :

Ayant son siège social à :

.....
.....
.....

Téléphone :

Adresse e-mail :

N° SIRET :

N° du code d'activité économique principale (APE) :

L'entreprise

agissant en tant que

- mandataire solidaire du groupement conjoint ☐

- mandataire du groupement solidaire ☐

pour l'ensemble des opérateurs économiques groupés qui ont signé la lettre de candidature relative au présent marché.

ET

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....
.....

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....
.....

Au capital de :

Ayant son siège social à :

.....
.....
.....

Téléphone :

Adresse e-mail :

N° SIRET :

N° du code d'activité économique principale (APE) :

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **DAF DAF_2022_001774** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, je m'engage, sur la base de mon offre sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Mon offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation, ou à compter de la date de remise de la nouvelle offre en cas de négociation.

ARTICLE 2 – PRIX

2.1 – Rémunération des prestations

Les prestations du marché, définies au CCAP, font l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins, par application de quantités aux prix unitaires énumérés au bordereau de prix, rendu contractuel à l'occasion de la signature du marché.

La décomposition des prestations est précisée à l'article 1.5 du CCAP.

2.2 – Montant du marché

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 400 000,00€ HT pour la durée totale du marché, soit les 4 années d'exécution.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, le montant des commandes émises au titre du marché est susceptible de varier pour chacune des périodes de validité du marché.

2-3. Montant sous-traité désigné au marché

La nature et le montant des prestations sous-traitées relatif à chaque commande seront précisées dans un acte spécial (DC4) annexé à chaque bon de commande.

2-4. Cession ou nantissement de créance

Le nantissement éventuel de chaque commande par le titulaire, et ses éventuels sous-traitants, se fera dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DELAIS

3.1 – Durée totale de validité et durée initiale du marché

Définies à l'article 1.6 et 5 du CCAP.

3.2 – Délais d'exécution des bons de commande

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande court à compter de la date fixée sur le bon de commande ou sur l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations.

ARTICLE 4 – MODALITES DE PASSATION DE CHACUNE DES COMMANDES

Les modalités d'établissement des commandes sont définies à l'article 3 du CCAP.

ARTICLE 5 - PAIEMENTS

Les prestations seront rémunérées selon les modalités de règlement définies à l'article 4 du CCAP.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 4.4 du C.C.A.P.

Les montants sont basés sur les conditions économiques du « mois zéro » défini à l'article 4.4.2 du CCAP.

Le représentant de l'acheteur se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte(s) faisant l'objet du/des relevé(s) d'identité bancaire transmis à l'appui de l'offre.

Toutefois, le représentant de l'acheteur se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ARTICLE 6 - AVANCE

Sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 euros HT et sa durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, (*cocher la case correspondante*)

l'opérateur économique désigné ci-après :

☐

refuse de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique

ou en cas de groupement

les opérateurs économiques désignés ci-après* :

☐

refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique

** En cas de groupement, lister tous les opérateurs refusant le bénéfice de l'avance. A défaut d'avoir expressément refusé le bénéfice de cette avance, celle-ci leur sera versée automatiquement, sur la base de la répartition des paiements jointe au présent acte d'engagement.*

ARTICLE 7 – CLAUSE D'INSERTION - Emploi de personnes en difficulté

En application de l'article L.2212-2 du Code de la commande publique, je m'**ENGAGE** ou j'**ENGAGE le groupement dont je suis mandataire** à promouvoir dans le cadre de l'exécution des prestations du

présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion dans les conditions précisées à l'article 9 du CCAP.

Je m'**ENGAGE** ou j'**ENGAGE le groupement dont je suis mandataire** à réserver, dans le cadre de l'exécution du marché, **un minimum de 1000 heures**, à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion, éventuellement sur des périodes renouvelables, pendant toute la durée du marché. Les précisions concernant ces dispositions seront complétées à l'annexe 1 de l'acte d'engagement lors d'une réunion avec l'EPEC.

- L'entreprise désigne en tant qu'interlocuteur référent interne pour le suivi de cette démarche :

Nom de l'interlocuteur :

.....

Fonction de l'interlocuteur :

.....

L'engagement dans le cadre de cette action d'insertion pourra prendre la forme suivante :

1ère option : Embauche directe en CDI ou en CDD

Embauche dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'EPEC.

2ème option : Mutualisation des heures d'insertion en ayant recours soit à une Entreprise Insertion (EI) ou à Entreprise Temporaire d'Insertion (ETTI).

L'Entreprise titulaire du marché s'engage à désigner un référent tuteur de ou des personne(s) recrutée(s) en insertion.

ARTICLE 8 – RESPONSABLE PHYSIQUE DE MARCHE

Le responsable de marché, seule personne agréée pour assurer, en particulier, le suivi de la bonne exécution des prestations et participer aux réunions est :

M – Mme ¹ (Nom Prénom)			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

Le changement de responsable physique en cours d'exécution du contrat est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

En cas d'absence du responsable de marché, sa suppléance est assurée par :

M – Mme ² (Nom Prénom)			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

¹ Rayer la mention inutile

² Rayer la mention inutile

Signature de l'acte d'engagement par l'opérateur économique
Fait en un seul original, A....., le..... <i>Cachet et signature précédés de la mention manuscrite :</i> <i>« lu et approuvé »</i>
Acceptation de l'offre par l'acheteur
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement. A....., le.....

«ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE»

A renseigner en phase de réunion EPEC /Entreprise
(si ce n'est pas déjà fait lors du dépôt de l'offre)

L'entreprise :.....déclare avoir choisi l'option suivante :

☐ **1^{ère} Option : L'Embauche directe**

Nombre d'emploi:.....

Nombre d'heures engagées.....

Nature du (des) poste(s) :.....

Nature des contrats	Nombre	Durée
Contrat(s) à durée indéterminée (CDI) <input type="checkbox"/>		
Contrat(s) à durée déterminée (CDD) <input type="checkbox"/>		
Contrat(s) à durée du chantier <input type="checkbox"/>		
Ou prévu dans le cadre particulier d'embauche examinée en phase de réunion <input type="checkbox"/> Convention de partenariat <input type="checkbox"/> Contrat d'apprentissage <input type="checkbox"/> Contrat de professionnalisation		

L'Entreprise titulaire du marché s'engage à adresser à l'EPEC, copie du(es) contrats de travail des personnes embauchées en insertion.

☐ **2^{ème} Option : Mutualisation des heures d'insertion**

Recours à une Entreprise d'Insertion et/ ou uneEntreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) :

Nom et adresse :

Nombre d'heures engagées :

Nombre de personnes concernées :

L'Entreprise titulaire du marché s'engage à adresser à l'EPEC, copie du(es) contrats de travail temporaires d'insertion des personnes embauchées en insertion.